

"Turquie: l'ire antieuropéenne" dans Libération (17 décembre 1997)

Légende: Le 17 décembre 1997, le quotidien français Libération commente les réactions en Turquie suite à la décision du Conseil européen de Luxembourg des 12 et 13 décembre de reporter à une date ultérieure le début des négociations d'adhésion du pays à l'Union européenne.

Source: Libération. 17.12.1997. Paris.

Copyright: (c) Libération

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"turquie_l_ire_antieuropeenne"_dans_liberation_17_decembre_1997-fr-37d557b5-596e-4254-8051-bc9a68baa2f6.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Turquie: l'ire antieuropéenne

Ankara menace l'Union européenne de mesures de rétorsion

Istanbul, envoyés spéciaux

Deux jours après avoir claqué la porte de l'Europe en annonçant par la voix du Premier ministre Mesut Yilmaz « *l'interruption du dialogue politique avec l'UE* », les autorités turques continuent de durcir le ton. Des hauts fonctionnaires laissent planer la menace d'une complète annexion du nord de Chypre, occupé depuis 1974 par les troupes d'Ankara, au cas où les négociations d'adhésion se concrétiseraient entre l'UE et le gouvernement de Nicosie, c'est-à-dire avec la seule partie grecque. On laisse entendre dans les milieux gouvernementaux que les entreprises des pays européens particulièrement « hostiles » pourraient être désormais exclues des appels d'offre pour les grands contrats publics.

Amertume. L'acrimonie turque est à la mesure de l'amertume suscitée par les résultats du sommet de Luxembourg, excluant de fait le pays des candidats pour l'élargissement de l'UE même dans une seconde vague. « *Les Européens se sont montrés déloyaux, ingrats et surtout lamentables. Ils ont balayé cinquante ans de sacrifices de la part de la Turquie estimant qu'avec la fin de la guerre froide elle n'avait plus la même utilité. Dois-je dire à mes concitoyens que la Bulgarie ou la Roumanie vont intégrer l'UE et pas nous seulement parce qu'elles sont des nations chrétiennes ?* », souligne Kamran Inan, ancien ministre, grand baron de l'Anap (Parti de la Mère patrie, conservateur libéral) comme Mesut Yilmaz et « européeniste » de toujours. Il ajoute écœuré: « *A la différence de Washington, les Européens raisonnent une nouvelle fois à court terme en reprenant totalement le point de vue de la Grèce dans les différends nous opposant sur Chypre ou la mer Egée.* »

Vieux rêve. Les signaux annonciateurs avaient été nombreux mais la sèche fin de non-recevoir européenne marque l'écroulement d'un vieux rêve. Il avait commencé en 1963 avec le premier accord d'association prévoyant à terme une intégration. Le rejet par la Commission en 1989 de la demande d'adhésion d'Ankara n'avait pas refroidi les enthousiasmes: Bruxelles laissait encore la porte entrouverte pour l'avenir. L'accord de totale Union douanière avec l'UE avait redonné de l'espoir. Le choc n'en est que plus rude pour la majorité d'une classe politique, à droite comme à gauche, qui faisait de l'intégration européenne son principal projet. Le quotidien anglophone *Turkish Daily News* titrait simplement au lendemain du sommet « *the day after* », comme après une bombe nucléaire.

« *Nous accusons les Européens et le veto grec sans jamais nous demander: 'qu'avons nous fait pour mériter l'Europe notamment en matière de droits de l'homme et d'assainissement économique'* », constate Ali Sirmen, écrivain et célèbre éditorialiste de gauche, une des rares voix autocritiques. Seuls les islamistes sont satisfaits. « *Ce gouvernement qui réprime les droits de l'homme doit tirer les leçons de la décision européenne* », déclarait l'ex-Premier ministre Necmettin Erbakan du Refah (Parti de la prospérité, première force politique du pays) qui sera très probablement interdit ces prochains jours par la Cour constitutionnelle. Pour les plus militants c'est une revanche de l'histoire. « *L'utopie vieille d'un siècle de la marche forcée vers l'Occident s'est effondrée. Rien ne peut changer cette réalité, même pas un coup d'Etat* », se réjouit Abdulharam Dilipak, intellectuel islamiste radical qui, comme nombre de ses pairs, souligne l'isolement croissant de la Turquie tout à la fois mise au ban des accusés à Téhéran, lors du sommet de l'Organisation de la conférence islamique, pour ses liens avec Israël et rejetée par les Européens.

« **Suréaction émotive** ». La première tentation est celle du repli chauvin. Le gouvernement de Mesut Yilmaz en joue, aiguillé par son partenaire de coalition, le vice-Premier ministre Bulent Ecevit, nationaliste au nom des valeurs républicaines, comme une partie de la gauche turque. Dans les milieux proches des militaires, on rappelle volontiers que « *la modernisation et la République laïque de Mustafa Kemal s'est faite contre l'avis des grandes puissances européennes* ». Seuls les industriels et les milieux d'affaire tentent de dédramatiser l'actuel conflit avec l'UE causé, selon l'expression d'un grand patron, par « *une suréaction émotive à Luxembourg* ». Quelque 60% des exportations turques se font vers le marché européen. L'ire d'Ankara ne peut aller très loin.

MUSA AKDEMIR et MARC SEMO